

La voix de l'opposition de gauche

Le 3 avril 2018

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf. \(pages\)](#)

Je ne propose plus au téléchargement que des articles significatifs. Par ailleurs je reproduis intégralement certains articles dans la causerie, tandis que d'autres font parfois l'objet de coupures, soit par ce que ces passages sont longs et insignifiants, soit parce qu'ils consistent à distiller l'idéologie de la classe dominante plus ou moins ouvertement ou insidieusement sous l'influence de laquelle se trouvent leurs rédacteurs, et pourraient détourner l'attention des lecteurs ou les induire en erreur.

N'y voyez pas une tentative de manipulation de ma part, mais plutôt une précaution à l'usage de ceux qui n'ont pas acquis un esprit critique bien aiguisé, d'autant plus qu'en publiant ces articles, bien que je sois animé de bonnes intentions ou que je sois incorruptible, je ne tiens pas à me faire même involontairement le complice de la propagande officielle.

Ici nous menons un combat politique, nous affichons la couleur si je puis dire, personne n'est pris au dépourvu ou en traître. Partant de là, nous n'avons pas à colporter la propagande de nos ennemis. Et qu'on ne vienne pas nous opposer la pluralité de l'information ou je ne sais quel argument démagogique pour nous accuser ensuite de parti pris, puisque nous revendiquons notre engagement politique et l'idéologie qui l'accompagne. Tout doit être absolument clair entre nous, et si cela ne l'était pas dans la tête de certains lecteurs, je n'y pourrais rien.

Et voyez comme quoi je respecte les lecteurs ou les militants, je ne dis pas qu'ils en porteraient la responsabilité, parce que je sais qu'ils seraient davantage victimes d'une confusion ou d'a priori inconscients, plutôt qu'animés de mauvaises intentions, donc il serait stupide de les accabler ou de porter un jugement sur leur attitude, sachant par ailleurs quelles peuvent en être les origines.

On essaie de faire pour le mieux avec le peu de moyen et de temps dont on dispose.

Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir.

Le mensonge : une règle devenue institutionnelle par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 02 avril 2018

Les peuples ont été conditionnés pour accepter les pires déformations de la vérité. Tout a été fait habilement pour désintéresser les citoyens de l'actualité et faire en sorte qu'ils ne puissent pas se rendre compte de cette exceptionnelle et permanente déformation de la vérité. C'est ce que disait prémonitoirement Orwell dans « 1984 ».

Les peuples continuent de penser à tort que l'Occident est synonyme de « démocratie », car la propagande ne cesse de répéter en boucle ce mensonge fondamental sous toutes les formes.

L'Occident n'a rien, dans ses structures, dans ses modes de fonctionnement, dans ses bases, dans ses présupposés, quelque chose qui pourrait avoir un lien quelconque avec la « démocratie ».

Les peuples ont été conditionnés pour accepter les pires déformations de la vérité. Tout a été fait habilement pour désintéresser les citoyens de l'actualité et faire en sorte qu'ils ne puissent pas se rendre compte de cette exceptionnelle et permanente déformation de la vérité. C'est ce que disait prémonitoirement Orwell dans « 1984 ».

Les peuples continuent de penser à tort que l'Occident est synonyme de « démocratie », car la propagande ne cesse de répéter en boucle ce mensonge fondamental sous toutes les formes.

L'Occident n'a rien, dans ses structures, dans ses modes de fonctionnement, dans ses bases, dans ses présupposés, quelque chose qui pourrait avoir un lien quelconque avec la « démocratie ». L'Occident est essentiellement « théocratique » puisque les sociétés qui le composent sont toutes construites sur une matrice « pontificaliste théocratique » du droit, même lorsqu'elles sont laïques. C'est cette matrice qui donne légitimité à tous les États existants dans le groupe occidental dirigé, manipulé, conditionné par une « médiacratie » au service de cette « théocratie » et incarnant ainsi sa visibilité qui, sans la « médiacratie », aurait eu trop de mal à s'imposer...

Les grands médias sont aux mains d'une oligarchie totalitaire au service exclusif de la religion de marché. Le dieu de la théocratie occidentale, c'est la « Haute-Finance », le profit, l'argent pour l'argent, le capital sacralisé et parasitaire, sa cause suprême, sa volonté inflexible...

Les médias « officiels » ne sont plus là pour être des « contre-pouvoirs », pour contrôler et dénoncer les abus de l'oligarchie politique, ils sont là pour conduire le char endiablé de l'argent roi, prince, empereur, tyran, esclavagiste, entraîné par les attelages de l'oligarchie politique pour le profit exclusif des plus riches en façonnant sans arrêt la légitimité des dominants exploitant des dominés maltraités et réduits aux conditions pitoyables de la survie.

Cette « médiacratie » dirige le monde actuel par le mensonge et la manipulation des peuples dressés à écouter religieusement les prêches fanatiques du sectarisme journalistique « collabo », dédié corps et âmes, à la cause du fascisme ultra libéral, idéologie régnante et dominante en Occident, converti de force à cette nouvelle religion de l'arriération mentale proclamée comme idéal et comme « valeur » à promotionner avec ardeur en utilisant les menaces et les sanctions à la mode!

Ces entités commerciales médiatiques, façonnent notre monde orwellien. Ce sont elles qui décident quel homme (serviteur) politique sera placé d'office à la tête de tel pays. Macron est à l'Élysée parce que la « médiacratie » en a décidé ainsi. Ce n'est pas le peuple Français « souverain » qui a voulu cette mascarade à la Présidence française. Ce n'est pas le peuple Espagnol qui a voulu Rajoy à la Présidence du Gouvernement de leur pays. Ce ne sont pas les peuples Européens qui ont voulu unanimement se soumettre à la dictature de l'armée d'occupation de l'OTAN en lui donnant aujourd'hui le droit de circuler librement dans tous les pays de l'UE, en lui donnant le droit de les conduire comme un troupeau de moutons à l'abattoir, en se permettant de provoquer la Russie en leur nom, parce que ce pays souverain refuse « l'alignement » et la « soumission » à l'idéologie dominante récitée par la « médiacratie » au service du totalitarisme financier ultra libéral régnant sans partage sur l'Occident, affirmant sa volonté tyrannique d'absorber l'Orient !

Tous les pouvoirs politiques d'Occident sont agenouillés aujourd'hui devant le Grand Prêtre du Sanhédrin médiatique et participent à son culte liturgique dédié au dieu de l'argent, le veau d'or, le dieu du marché, récitant le catéchisme de l'idéologie fasciste ultra libérale, seule autorisée par l'Église « médiacrate » de l'Occident, sous peine d'hérésie appelée couramment le « complotisme » des nouveaux mécréants !

Dans le contexte global, la « médiacratie » est un contrôle des perceptions. Dans ce « ministère de la vérité », le journalisme « collabo » travaille à la modification permanente des informations pour

les rendre compatibles avec l'idéologie dominante et pour une écoute soumise des dominés. Lorsque cette « médiocratie » ment ouvertement aux peuples soumis, elle répète en boucle que son mensonge est devenu la vérité. Chaque fois que quelqu'un voudra vérifier les sources, il trouvera des archives qui auront été elles-mêmes manipulées et transformées pour qu'elles soient conformes à la « vérité idéologique quasi révélée » de la nouvelle religion ultra libérale servie par l'Église médiatique via ses exécutants, les oligarchies politiques.

Toute concurrence ou toute dissidence informationnelle, est aussitôt écrasée par le totalitarisme « médiocrate » entre les mains d'une poignée de milliardaires faisant la pluie et le beau temps sur les peuples dressés à leur soumission.

Ces gigantesques corporations n'ont aucun compte à rendre aux peuples. Pourtant, aucun politique ne peut arriver au pouvoir sans la bénédiction et le bon vouloir de la « médiocratie » dominante qui va financer les campagnes électorales de ses poulains et veiller attentivement à ce que tous les concurrents exogènes soient éliminés par le jeu pipé des sondages bidons et le pilonnage intensif de la propagande pour le candidat déjà élu par les décideurs « médiocrates » tout puissants. Une multitude de magazines vont inonder les kiosques. La tête du candidat pré-élu par le pouvoir médiatique va apparaître en première page de ces multiples magazines, donnant l'impression d'une formidable diversité journalistique ! En réalité, l'ensemble de la presse écrite et parlée est au diapason du système favorisant le candidat qui paraîtra ainsi faire l'unanimité des opinions électorales, alors que cette multitude de magazines est la propriété d'une poignée de milliardaires, les mêmes qui tirent les ficelles de toute cette organisation du bluff et de la manipulation... Les élections ou réélections de Bush, Obama, Trump aux USA, de Merkel en Allemagne, de Sarkozy remplacé par les « Young leaders » de la « French-American Foundation », Hollande et Macron en France, de Blair, Johnson, May au Royaume Uni, de Netanyahu en Israël...etc., ont bel et bien été le résultat de la volonté d'une « médiocratie » partout au pouvoir et porte-parole de la Finance internationale tapie dans l'ombre... Voilà où nous en sommes!

Aujourd'hui, l'affaire Skripal est liée à l'échec des attaques chimiques sous faux drapeaux en Syrie, déjouées par les Russes qui ont mis en échec l'exploitation politique crapuleuse de cet odieux mensonge ! La coalition occidentale de Doha voulait à tout prix exploiter ce filon de la manipulation et du mensonge criminels dans le but de parvenir coûte que coûte à ses fins contre Bachar El Assad. Les Russes devaient donc être très sévèrement punis en créant ex nihilo un casus belli parfaitement arbitraire, chef-d'œuvre du mensonge et de la manipulation, puisqu'il est hors de question que le Royaume Uni apporte quelque preuve que ce soit de ses accusations fantaisistes, pour la simple raison évidente que ces preuves d'une culpabilité de la Russie n'existent pas!

Boris Johnson, Theresa May et Gavin Williamson possédaient les tares nécessaires à l'orchestration d'une telle complicité dans le Mal gratuit, gravissime et menaçant directement l'avenir de tous les peuples européens. Une telle inconscience à provoquer une guerre contre la Russie, puissance nucléaire dont la technologie se trouve plus avancée que celle de l'OTAN, reste incompréhensible et révoltante.

Si elles avaient existées, ces preuves, il était donc dans l'intérêt de l'Occident de s'en servir ! Pourquoi ne s'en sert-il pas ? La particularité première du mensonge, c'est qu'il se moque ouvertement des gens qu'il abuse. Les peuples dans leur ensemble sont clairement pris pour des idiots par ces criminels au pouvoir et le comble c'est que si nous refusons d'être pris pour des idiots, nous sommes aussitôt traités de « complotistes »! Le bal des expulsions de diplomates Russes est un spectacle dérisoire orchestré par un Occident puéril, mesquin, faux-cul, irresponsable, pathétique et pitoyable! Nous devons tous avoir honte, comme européens, Canadiens et étasuniens, d'être dans le camp de cet Occident minable et menteur, dégénéré et résolument criminel...

A propos de la Syrie, les mensonges de la coalition de Doha (USA, Israël, Arabie Saoudite, Qatar, Turquie, France, Angleterre, OTAN) sont désormais largement connus, puisqu'ils ont été déjoués

par la victoire du peuple Syrien, son armée de conscrits aidée par la Russie, le Hezbollah, l'Iran et les milices Kurdes aujourd'hui trahies à leur tour par la perversion de la coalition de Doha qui les avait utilisées dans sa stratégie reptilienne contre la Syrie...

Après ce coup d'éclat de la bêtise humaine et de l'hypocrisie, les USA ayant renvoyé 60 diplomates Russes, menacent maintenant de sanctions les entreprises européennes impliquées dans le projet de gazoduc russe.

Ensuite, Macron ayant vendu les industries de pointe françaises aux rapaces des USA, nous apprenons que la France vendue et trahie par ce gamin irresponsable, ne peut même plus construire un seul sous-marin à propulsion nucléaire sans l'autorisation de Washington!

Aujourd'hui, tous les pays européens sont au service de la stratégie américaine et protègent les intérêts étasuniens au détriment de leurs propres intérêts. Ils sont vassalisés, colonisés, soumis, enchaînés, bâillonnés et menacés de sanctions s'ils n'exécutent pas les volontés criminelles de « l'État profond » des USA. L'OTAN fait la loi en Europe et s'apprête à faire circuler ses armées d'occupation librement sur tout le territoire de l'Union Européenne, sans avoir besoin de n'en demander la permission à personne! (...) Mondialisation.ca, 02 avril 2018

- Srda Popovic et autres « révolutionnaires étasuniens » par Ahmed Bensaada et Dragana Trifkovic - Mondialisation.ca, 02 avril 2018

Entretien avec Ahmed Bensaada, auteur de : « Arabesque\$. Enquête sur le rôle des États-Unis dans les révoltes arabes », Éditions Investig'Action, Bruxelles (2015); Éditions ANEP, Alger (2016)

Dragana Trifkovic, pour le magazine serbe « Geopolitika » (Mars 2018)

1. Vous avez étudié la méthodologie des soi-disant révolutions non violentes, qui ont provoqué de nombreux conflits dans le monde. Vous avez écrit un livre à ce sujet (« Arabesque\$ »). Comment est-ce que vous vous êtes intéressé à ce sujet et comment êtes-vous arrivé aux premières conclusions y concernant ?

A.B. : Je me suis d'abord intéressé à ce sujet en 2009, lors des immenses manifestations qui ont secoué l'Iran. Mais c'est surtout en voyant les manifestants égyptiens, en 2011, brandissant des banderoles affichant un poing fermé que j'ai été convaincu de la relation entre les révolutions colorées et les révoltes au Moyen-Orient. En effet, il s'agissait du poing d' « Otpor », le mouvement qui avait réussi à faire tomber le président serbe Slobodan Milošević en 2000. Et cela n'était pas une simple coïncidence : mes recherches subséquentes l'ont démontré.

2. Qui, selon vous, a créé la méthodologie des révolutions colorées ? Et avec quel but ?

A.B. : Cette méthodologie a été conçue par le philosophe américain Gene Sharp, spécialiste de ce qu'il a baptisé « méthodes de résistance non violentes dans les conflits ». Le but recherché était, théoriquement, de transformer des régimes dictatoriaux en pays démocratiques avec des méthodes non militaires, basées sur la non-violence. En réalité, ces méthodes ont été exclusivement utilisées par l'administration américaine pour déstabiliser des gouvernements qui étaient contre les intérêts américains. C'est Robert Helvey, un ancien colonel de l'armée américaine, agent spécial de la CIA et expert en opérations clandestines qui s'est initialement chargé de l'application sur le terrain des théories « sharpiennes ».

3. En Serbie, le 5 octobre 2000, l'une des premières révolutions colorées modernes avait été organisée, qui a causé le changement du régime. Pourquoi est-ce que c'est arrivé en Serbie et est-ce que la Serbie est devenue plus tard le principal modèle des révolutions colorées ?

A.B. : En fait, la première fois que la méthode de résistance non violente a été pratiquement utilisée, ce fut en Birmanie. Entre 1992 et 1998, Helvey entreprit quinze voyages en Birmanie pour y enseigner la théorie de Gene Sharp. Ce dernier, en personne, y entra clandestinement pour rencontrer les révolutionnaires birmans. Cependant, tous les efforts déployés se soldèrent par un cuisant échec. Helvey rencontra ensuite les activistes d'Otpor en 2000 et leur offrit formation et financement. De son propre aveu, il reconnut que les États-Unis avaient fourni 25 millions de \$ aux militants d'Otpor.

Il est vrai que la révolution « bulldozer », menée par Otpor, a été la première réussite du couple Sharp-Helvey. C'était la première fois qu'on passait de la théorie à la pratique. La jeunesse des activistes, la fougue des manifestants, l'apparente spontanéité des événements, le choix intelligent des slogans, l'utilisation judicieuse des médias, bref l'utilisation à la lettre des principes de la théorie de Gene Sharp, ont été à l'origine de cet éclatant succès. Ensuite, la méthode a été exportée vers d'autres pays de l'Est, au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

4. Lors de notre rencontre, on avait parlé d'Otpor. Vous connaissez les activités de Srdja Popovic, qui, d'une manière ou d'une autre, est devenu très connu parmi les activistes en Moyen Orient. Que pouvez-vous nous dire concernant les activités de CANVAS ?

A.B. : Srdja Popovic est le visage public de CANVAS, un centre de formation des « révolutionnaires en herbe » situé à Belgrade et fondé par d'anciens activistes d'Otpor. Il connaît Helvey et Sharp en personne. Helvey a dit de lui : « Dès que je l'ai vu, je savais que ce mec était un des leaders ». Il s'est inspiré des travaux de Sharp pour écrire, avec ses camarades d'Otpor, le manuel « La lutte non violente en 50 points » qui mentionne 199 méthodes d'actions non violentes. Ce livre a été traduit en plusieurs langues. Chaque langue donne une idée des pays où il a été utilisé.

Popovic donnent de nombreuses conférences à travers le monde, prônant la révolution non violente et la démocratisation « made in USA ». Il faut dire que CANVAS est financé par les organismes américains spécialisés dans l'«exportation» de la démocratie : Freedom House, l'Open Society Institute (OSI) du milliardaire américain George Soros, la National Endowment for Democracy (NED) et l'International Republican Institute (IRI) du sénateur John McCain.

C'est grâce à CANVAS que les révolutions colorées se sont étendues aux ex-Républiques soviétiques : la Géorgie (2003), l'Ukraine (2004) et le Kirghizistan (2005). Forts de leur expérience dans la déstabilisation des régimes autoritaires, leur savoir-faire a été utilisé au Moyen-Orient (Liban 2005, Iran 2009) et dans ce qui est communément appelé le « printemps » arabe (2011). Bien entendu, la « vague » CANVAS a été utilisé dans d'autres pays, surtout ceux qui ne sont pas en odeur de sainteté avec les États-Unis comme le Venezuela.

5. Il y a deux ans, CANVAS a été reconnu comme une organisation terroriste dans les Émirats Arabes Unis. Même si Srdja Popovic considère que son activisme est normal, il est évident que ce n'est pas l'opinion de tout le monde. Comment est-ce qu'un Etat peut combattre les actions d'une organisation et des individus qui s'immiscent directement dans les affaires internes des pays souverains ?

A.B. : En 2011, Srdja Popovic s'est publiquement vanté que CANVAS « travaillait » dans 37 pays à travers le monde.

La liste est probablement plus longue aujourd'hui.

Certes, de nombreux pays sont gouvernés par des régimes autocratiques et leurs citoyens ont besoin de plus de libertés individuelles, de démocratie et une amélioration de leurs conditions socioéconomiques. Cependant, CANVAS et Popovic ne se rendent pas compte que leur

organisation ne sert que les intérêts des organismes qui les financent et du pays qui les soutient. Les relations entre les pays ne sont pas dictées par une quelconque philanthropie, mais par des intérêts économiques ou politiques. Les millions de dollars dépensés dans la promotion de la démocratie doivent profiter à la sécurité et au bien-être général des États-Unis. Allan Weinstein, un des fondateurs de la NED, a déclaré que beaucoup de ce que fait actuellement la NED se faisait secrètement auparavant par la CIA.

D'autre part, si on regarde le résultat des révolutions colorées dans les anciens pays de l'Est ou ce qui s'est passé dans les pays arabes lors de ce mal nommé « printemps » arabe, il est clair qu'il s'agit d'un fiasco sur tous les plans. Les activistes et cyberactivistes qui ont mené les manifestations contre les gouvernements ont été balayés de la scène politique pour laisser la place aux forces politiques en place. Ces révoltes ne sont en fait que des coups d'état qui laissent les pays dans le chaos. La Libye, la Syrie et le Yémen en sont des exemples pédagogiques. Ces révoltes ne sont pas des « révolutions » car aucun changement idéologique ne les sous-tend. Les organismes étrangers se sont servis de la fougue et de la détermination de la jeunesse des pays visés en leur inculquant des slogans vertueux pour lesquels personne ne peut être contre. Le romantisme révolutionnaire de la jeunesse a fait le reste.

6. Le Printemps arabe est le terme qui désigne une série de révolutions au Moyen Orient, qui ont causé des changements de régimes, mais également la guerre meurtrière en Syrie. Selon vous, quelle est la cause de ces révolutions ? Sont-elles nées de manière spontanée ou est-ce qu'elles ont été planifiées ? Qui avait son intérêt dans la déstabilisation en Moyen Orient ?

A.B. : Le « printemps » arabe est un terme fallacieux avec lequel les Occidentaux ont baptisé la série de révoltes populaires qui a ébranlé les rues arabes fin 2010, début 2011 et qui continue encore, avec tous les malheurs qui l'ont accompagné.

Le terme exact devrait être « hiver » ou « chaos » arabe. Jamais la situation des pays arabes n'a été aussi désastreuse. Des pays détruits, des morts par centaines de milliers, des réfugiés par millions et des pertes économiques en milliards de dollars. Sans compter le coût psychologique, les animosités intercommunautaires et la fuite des cerveaux.

Il est vrai que les pays arabes sont un terreau fertile pour les révoltes. Richesses mal distribuées, manque de libertés, régimes autocratiques, problèmes économiques, etc.

Mais comme expliqué précédemment, ce « printemps » n'a rien de spontané. Les activistes syriens comme Ausama Monajed ont été en relation avec Gene Sharp et financés par les mêmes organismes qui ont supporté Otpor. Le Syrien Radwan Ziadeh, (membre du Conseil National Syrien – CNS – tout comme Monajed) a été financé par la NED ; l'Égyptien Mohamed Adel a été formé par CANVAS à Belgrade en 2009. Sa formation et celle de d'autres cyberactivistes égyptiens a été payée par Freedom House. Ce ne sont que des exemples : vous trouverez dans mon livre « Arabesque\$ » plus de détails sur de nombreux autres cyberactivistes arabes et leur relation avec CANVAS.

Le « printemps » arabe a aussi montré que lorsque les méthodes « non violentes » n'atteignent pas rapidement leur but, les puissances occidentales (et en particulier les États-Unis) passent aux méthodes classiques en fomentant des guerres civiles aux conséquences dramatiques. C'est ce qui s'est passé en Libye, au Yémen et encore aujourd'hui en Syrie.

En ce qui concerne la déstabilisation du Moyen-Orient, elle fait partie du projet américain du « Grand Moyen-Orient ». Initialement conçu par Oded Yinon (en 1982), un responsable israélien, il a été repris par les faucons néoconservateurs américains. D'abord avec l'administration Bush père, puis celle de son fils. Depuis, plusieurs plans de découpage du monde arabe ont été proposés par des officiels américains. Selon Oded Yinon, son plan a pour objectif de « défaire tous les États

arabes existants et de réorganiser l'ensemble de la région en petites entités fragiles, plus malléables et incapables d'affronter les Israéliens ». Nous voyons actuellement ce plan à l'œuvre en Irak, en Libye, au Yémen, en Syrie et il est bien trop tard pour le Soudan.

7. Parlons également du sujet de l'Ukraine, puisque là-bas aussi avait été organisé un coup d'Etat, suivi par un conflit armé. Qui est responsable de Maïdan et qui avait besoin d'un conflit en Ukraine ?

A.B. : J'ai consacré quelques articles à l'Euromaïdan où j'ai montré que ce qui s'est passé en Ukraine en 2013-2014 n'était qu'un prolongement de la révolution « orange ». Comme expliqué auparavant, ce sont les Serbes d'Otpor et l'appui massif des organismes américains d'exportation de la démocratie qui ont aidé les dissidents ukrainiens à faire leur « révolution ». En effet, en 2004, la révolte a réussi à placer des dirigeants pro-américains à la tête de l'État ukrainien : Viktor Iouchtchenko et Ioulia Timochenko. Mais lorsque le candidat pro-russe, Viktor Ianoukovytch, gagna largement les élections de 2010, cela souleva l'ire des pays occidentaux, pourtant si friands de démocratie électorale. Comme les méthodes non violentes n'ont pas donné, de la même manière qu'en 2004, le résultat escompté, on est rapidement passé aux méthodes violentes comme en Libye, en Syrie ou au Yémen. Durant l'Euromaïdan, ce sont les groupes néonazis ukrainiens qui ont été utilisés, armés, financés et « protégés » par les médias « mainstream ». L'ingérence occidentale durant ces événements a été obscène et indigne de toutes les valeurs vantées et célébrées en Occident. Tout a été fait pour que le coup d'état contre Ianoukovytch réussisse afin que l'Ukraine se tourne politiquement vers l'Occident et que les bases militaires de l'OTAN fleurissent sur la frontière ukraïno-russe. Une situation qu'aucun pays de l'Ouest n'aurait acceptée, en particulier les États-Unis. Qui ne se souvient pas de la crise des missiles de Cuba ?

8. Les États-Unis accusent la Russie d'un comportement agressif et ils considèrent que la Russie représente un danger pour l'Europe. Quand on regarde la carte du monde, on peut voir que la Russie est encerclée par les bases américaines et de l'OTAN, ce qui ne corrobore pas ces affirmations. Que pensez-vous de la politique des affaires étrangères de la Russie ?

A.B. : Contrairement à ce qui est claironné par les médias occidentaux, dans les dossiers de l'Ukraine et de la Syrie, le comportement agressif est à mettre à l'actif des États-Unis et des pays européens.

Alors que la Russie avait octroyé une aide conséquente à l'Ukraine avant l'Euromaïdan, les puissances occidentales n'ont offert que des broutilles à ce pays.

Si l'Ukraine est bien loin d'une adhésion à l'Union Européenne et que les défenseurs occidentaux de sa « révolution » ne mettent pas la main à la poche, tout semble indiquer que ce pays n'est qu'un « cheval de Troie » pour gêner la Russie qui prend trop de place et beaucoup d'aisance dans les enjeux internationaux, à l'instar de son rôle dans le conflit syrien. Une façon comme une autre d'ouvrir une nouvelle ère de guerre froide.

Dans le dossier syrien, la Russie est du côté du droit international et combat efficacement le terrorisme djihadiste. Et qui a financé et armé (directement ou indirectement) les dissidents et les djihadistes syriens ? Les Occidentaux et leurs vassaux que sont les pays du Golfe, bien évidemment. Sans l'intervention de la Russie, la Syrie serait maintenant un pays dépecé, gouverné par des hordes sanguinaires surgies d'un autre temps.

9. Donald Trump disait pendant la campagne électorale que les États-Unis devraient se tourner vers soi et qu'ils ne devraient pas s'immiscer dans la politique des autres pays. Cependant, après un certain temps, on peut constater que l'Amérique continue de s'immiscer dans les affaires internes des autres pays, ainsi que dans les relations entre les autres pays. Que pensez-vous de la politique américaine depuis l'arrivée de Trump au poste du président des États-Unis ? Voyez-

vous des changements dans la politique des affaires étrangères des États-Unis, ou bien une continuité par rapport au gouvernement précédent de Barack Obama ?

A.B. : C'est un leurre de croire que la politique étrangère américaine se modifie drastiquement avec le changement de présidents. On s'en est rendu compte avec l'avènement du président Obama après le double mandat dramatique du président Bush fils. La politique d'Obama a été aussi sanglante que celle de son prédécesseur sinon pire. Le couple Obama-Clinton a été derrière la catastrophe nommée « printemps » arabe et le couple Obama-Kerry ont soutenu le coup d'État de l'Euromaïdan. À quoi s'attendre avec le président Trump ? Une politique aussi belliqueuse – voire plus – à l'égard des pays qui ne collaborent pas avec l'Oncle Sam, dans la continuation des locataires qui occupent la Maison Blanche depuis des décennies. D'ailleurs, le slogan de Trump n'est-il pas « Make America Great Again » ? Mondialisation.ca, 02 avril 2018

● [A télécharger au format pdf](#)

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils osent tout. LREM. Ils n'en ont "rien à foutre" de votre sort et vous le font savoir.

- "Ce qui se dit en circo, je n'en ai rien à foutre" : le député LREM Bruno Bonnell embarrasse ses camarades - Franceinfo 2 avril 2018

Dans un long portrait publié dans "Le Monde", le député de la 6e circonscription du Rhône revendique le fait de ne pas recevoir les habitants de sa circonscription et de ne pas participer aux débats dans l'Hémicycle.

Bruno Bonnell aime se faire remarquer. Ce charismatique chef d'entreprise de la région lyonnaise squatte souvent les plateaux de télévision et a même participé à une émission de télé-réalité sur M6. Mais depuis qu'il est devenu député sous l'étiquette de La République en marche, impossible d'obtenir un rendez-vous avec lui dans sa circonscription. "Ce qui se dit en circo, je n'en ai rien à foutre, explique-t-il, dans Le Monde. Je ne suis pas là pour faire l'assistante sociale. Pour les places en crèche ou les logements, allez voir ailleurs !"

Dans les médias, en revanche, Bruno Bonnel n'hésite pas à prendre des positions controversées. "On n'entend que ça, le pouvoir d'achat, comme si la vie se résumait au pouvoir d'acheter", a répondu le député à son interlocuteur, le chroniqueur Charles Consigny, avant de se lancer dans une défense des conditions de vie dans l'Hexagone : "En France, les gens sont soignés. En France, les gens peuvent aller à l'école. En France, vous n'avez pas de trous sur la route."

Une attitude qui commence à faire grincer des dents dans les rangs de son propre parti. "J'ai une vie passionnante, je suis un bon client pour les médias et je suis régulièrement cité dans Le Canard enchaîné, ça énerve. Si un député lambda paye sa femme de ménage au black, tout le monde s'en fout", explique-t-il au Monde. Franceinfo 2 avril 2018

France. Mobilisation sociale.

- L'état du trafic - Liberation.fr 2 avril 2018

Ce mardi, 12 % des TGV, 13 % des Intercités et 6 % des TER circuleront. Alors que 77 % des conducteurs seront en grève, les syndicats dénoncent la prime de 150 euros par mois proposée par la direction de la SNCF aux «cadres opérationnels» pour les inciter à conduire des trains.

A l'appel de la CGT, l'Unsa et la CFDT, la mobilisation qui débute ce mardi pourrait durer jusqu'au 28 juin, au rythme de deux journées sur cinq. De son côté, SUD Rail a déposé un préavis de grève illimitée qui a débuté lundi à 20 heures.

A Air France, où le conflit est salarial, la direction assure que 75 % des vols seront assurés mardi.
Liberation.fr 2 avril 2018 Liberation.fr 2 avril 2018

Du côté de la réaction et ses agents.

- SNCF: Attal (LREM) appelle à sortir "de la grévi-culture" - AFP 2 avril 2018

Le porte-parole de LREM, Gabriel Attal, a appelé lundi à "sortir de la grévi-culture", disant ne pas comprendre la grève à la SNCF sur une réforme "annoncée depuis un certain temps" et vu les "concessions" gouvernementales.

Gilles Le Gendre, porte-parole des députés LREM, a, lui, jugé sur franceinfo qu'"une moitié de l'entreprise est entraînée dans une grève manifestement par des vocations jusqu'aboutistes".
AFP 2 avril 2018

Si c'était le cas, cela en serait fini du régime !

- L'unité syndicale, cible gouvernementale - Liberation.fr 2 avril 2018

Pour fissurer le front uni, l'exécutif pourrait faire quelques concessions. Liberation.fr 2 avril 2018

- SNCF: Berger (CFDT) appelle à discuter pour "éviter un conflit dur" - AFP 2 avril 2018

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, a appelé à une rapide discussion entre les syndicats de la SNCF et le gouvernement pour "éviter un conflit dur qu'(il) ne souhaite pas", lundi au moment où débutait une grève des cheminots qui s'annonce très suivie. AFP 2 avril 2018

Dans le passé, j'ai souvent pris pour cibles ceux qui se lamentaient sur le sort des travailleurs, dès que le gouvernement annonçait une nouvelle mesure antisociale. Sans remettre forcément en cause leurs intentions, j'estimais au contraire que la dégradation de leur condition de travail ou d'existence pouvait contribuer à les détacher du régime, à les aider à rompre à terme avec lui, à préparer les conditions politiques pour renverser le régime, sans quoi notre combat politique n'aurait aucun sens, hormis poursuivre des objectifs purement corporatistes, auquel cas nous tournerions le dos au socialisme...

Et bien ici Berger me donne raison à sa manière, à ceci près que c'est le gouvernement, l'Etat, le régime qu'il entend ménager et non les cheminots dont il n'a rien à foutre.

Mobilisation étudiante.

- Mobilisation des étudiants : "Un élan s'est créé depuis deux semaines", assure la présidente de l'Unef-Paris 1 - Franceinfo 2 avril 2018

Les étudiants sont appelés à participer à la mobilisation sociale mardi, avec les cheminots ou encore les éboueurs. "On sera au maximum dans la rue", prédit Jaspal De Oliveira, à la tête de l'Unef pour l'université Paris 1-Panthéon Sorbonne. Franceinfo 2 avril 2018

La preuve que l'impérialisme français est engagé militairement dans la guerre contre la Syrie.

- La Turquie publie la localisation des cinq bases militaires françaises secrètes en Syrie - Réseau Voltaire 1er avril 2018

L'Agence Anadolu a publié une carte des cinq bases militaires secrètes de la France en Syrie (dont l'usine de Lafarge-Holcim).

L'Agence précise que le 1er RPIMa (régiment parachutiste d'infanterie de Marine) est déployé sur le sol syrien. En outre 30 soldats français supplémentaires sont présents à Rakka et 70 sur divers autres sites.

La présence militaire française en Syrie est illégale au regard du Droit international.

Cette publication constitue un avertissement à la France qui a annoncé soutenir les terroristes du YPG, une organisation kurde pro-atlantiste. Réseau Voltaire 1er avril 2018

- La France renvoie des troupes en Syrie - Réseau Voltaire - 30 mars 2018

Le 29 mars 2018, le président Emmanuel Macron a reçu à une délégation des Forces démocratiques de Syrie. Selon « l'ambassadeur » du « Rojava » à Paris, Khaled Issa, il a annoncé que la France envoie des troupes à Manbij (Syrie).

Les Forces démocratiques de Syrie sont un habillage du PYD, le parti des kurdes pro-atlantistes de Syrie. Pour la forme, la délégation était composée à part égale d'arabes et de kurdes, bien que sur le terrain les FDS soient presque exclusivement des membres du PYD sous encadrement états-unien. Selon l'Élysée, le président Macron a rappelé que la France considérait le PKK turc comme une organisation terroriste, bien que, dans les faits, le PYD soit une excroissance du PKK.

Identiquement, l'idéologie du « Rojava », l'anarchisme, est un habillage visant à la fois à faire oublier le retournement du PKK marxiste-léniniste en un instrument de l'Otan, et à le rendre sympathique aux Occidentaux.

Les Forces spéciales françaises qui étaient présentes dans la ghouta orientale ont été exfiltrées sur ordre du numéro 2 de l'Onu, le faucon Jeffrey Feltman, dans des voitures diplomatiques des Nations unies vers le Liban. Elles seront de retour, plus nombreuses, au Nord de la Syrie. Si leur présence dans la banlieue de Damas était un secret de polichinelle, leur arrivée à Manbij est officielle, dans la mesure où elle a été annoncée par le PYD, mais non confirmée par l'Élysée.

La présence militaire française est illégale au regard du droit international. Elle est permanente depuis le début de la guerre, en 2011, à l'exception des trois mois de la fin du mandat Sarkozy, soit la période allant de la libération de Baba Amr (Homs) à la conférence des Amis de la Syrie à Paris.

La France d'Emmanuel Macron semble abandonner son soutien aux jihadistes d'al-Qaïda pour se concentrer sur la création d'un « Kurdistan » en territoire arabe, le « Rojava ».

Aux conférences de Versailles (1918) et de Sèvres (1920), les États-Unis soutinrent la création d'un État indépendant pour les populations nomades (« kurdes ») de la vallée de l'Euphrate qui s'étaient sédentarisées en Anatolie après y avoir massacré les chrétiens arméniens (le génocide du sultan Abdulhamid II, puis des Jeunes Turcs). Depuis au moins 1921, la France a repris la revendication d'un État pour les kurdes, mais plus en Turquie.

Les bureaux du « Rojava » à Paris sont aimablement prêtés par Bruno Ledoux, un richissime propriétaire de presse (Libération, L'Express, i24news...) lié à Israël. Réseau Voltaire - 30 mars 2018

- Ankara met en garde Paris après son soutien aux terroristes - Réseau Voltaire - 30 mars 2018

Le président Recep Tayyip Erdogan a mis en garde la France, le 30 mars 2018, lors d'un violent discours faisant suite à la rencontre du président Macron avec une délégation du PYD.

Selon l'Élysée, Emmanuel Macron a reçu une délégation des SDF (Forces démocratiques de Syrie), mais cette dénomination n'est qu'un habillage du PYD, l'organisation sœur du PKK turc.

Selon l'ancien chef d'état-major turc, le général Ilker Basbug, le PKK et le PYD, après avoir été des organisations marxistes-léninistes pro-soviétiques et pro-syriennes, sont devenues des groupes anarchistes pro-atlantiques.

Le président Erdogan a souligné que la France accueillait des bureaux du PKK et du PYD à Paris, alors que ces organisations sont responsables d'une multitude d'attentats ayant coûté la vie à 40 000 citoyens turcs. La Turquie n'a pas besoin d'un médiateur avec des groupes terroristes a-t-il scandé.

Menaçant, Recep Tayyip Erdogan a déclaré que si la France ne faisait pas marche arrière, elle ne manquerait pas de subir sur son territoire les conséquences de sa politique ; une menace qui n'est pas sans rappeler celle qu'il prononça avant les attentats de Paris et de Bruxelles.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavusoglu, a téléphoné à son homologue français, Jean-Yves Le Drian, pour lui faire part de sa stupeur.

L'Élysée a précisé que contrairement aux déclarations de « l'ambassadeur » du « Rojava » à Paris, la France ne prévoyait pas d'opérations en Syrie en dehors de la Coalition internationale ; des explications qui ne changent rien car c'est cette Coalition qui a créé l'habillage des FDS afin de continuer à utiliser les mercenaires du PKK-PYD contre Damas. Réseau Voltaire - 30 mars 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1 - Russie

1.1 - Affaire Skripal: Moscou insinue que Londres pourrait être derrière l'empoisonnement - AFP 2 avril 2018

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a insinué lundi que Londres pourrait être derrière l'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergueï Skripal, ayant "intérêt" en raison du Brexit à cette affaire à l'origine d'une vague historique d'expulsions de diplomates.

Il a estimé que l'empoisonnement "pouvait être dans l'intérêt du gouvernement britannique, qui s'est trouvé dans une position inconfortable en étant dans l'incapacité de remplir ses promesses faites aux électeurs sur les conditions du Brexit".

"Cela pouvait aussi être dans l'intérêt des services spéciaux britanniques, qui sont connus pour leur capacité à agir avec permis de tuer", a-t-il ajouté, lors d'une conférence de presse.

Selon lui, Moscou n'avait aucune raison à la veille de la présidentielle et à quelques mois du Mondial de football en Russie d'empoisonner l'ex-agent double, qui avait été condamné pour trahison avant de faire l'objet d'un échange de prisonniers en 2010.

Selon M. Lavrov, une "attaque sophistiquée" sur Sergueï Skripal telle qu'aurait pu mener un pays comme la Russie aurait abouti à une "mort immédiate" de la personne visée, or l'ex-espion de 66 ans a survécu et reste hospitalisé dans un état critique mais stable.

"Lorsqu'on a pas de preuves, alors on se venge sur les diplomates", a critiqué lundi Sergueï Lavrov.

Il a accusé la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et leurs alliés d'avoir "perdu toute décence" et de "recourir à des mensonges et de la désinformation purs et simples" dans cette affaire à l'encontre de la Russie.

Après avoir expulsé le 17 mars 23 diplomates britanniques et fermé le consulat britannique à Saint-Pétersbourg ainsi que le British Council en Russie, Moscou a demandé samedi à Londres de réduire son personnel diplomatique de plus de 50 personnes pour revenir à une "parité" des missions diplomatiques.

M. Lavrov a ajouté que la Russie avait "de nombreuses questions" concernant cette affaire et que "l'incapacité de la Grande-Bretagne à y répondre signifiera que tout cela n'est qu'une invention et plus concrètement une provocation flagrante". AFP 2 avril 2018

1.2 - Yulia Skripal qui «se remet rapidement» : Le récit de Novichok russe s'écroule - Mondialisation.ca, 02 avril 2018

Pendant des semaines, les médias du monde entier ont cité sans discernement les affirmations du gouvernement selon lesquelles l'agent double Sergei Skripal et sa fille, Yulia, auraient été empoisonnés le 4 mars avec un agent neurotoxique de qualité militaire, connu sous le nom de Novichok.

Le produit chimique a été décrit comme étant si mortel que les Skripal, comateux, ne se rétabliraient probablement pas, et que s'ils le faisaient ils conserveraient des séquelles cérébrales resteraient physiquement atteints. Mercredi, il y avait même des titres dans les médias que leur assistance vitale pourrait devoir être désactivée.

Pourtant, jeudi, des rapports de la fondation du NHS (service de santé britannique) à Salisbury ont communiqué que Yulia, 33 ans, n'était plus dans un état critique et était « consciente » et qu'elle « parlait ».

La récupération apparente de Yulia a ouvert une brèche dans le récit officiel et aurait dû le faire couler définitivement. Au lieu de cela, comme cela s'est produit à plusieurs reprises, l'histoire sera sans aucun doute modifiée au besoin.

Il y a des incohérences innombrables, des contradictions et des mensonges dans le dossier monté contre la Russie. Surtout, aucune explication politique convaincante n'a été avancée sur la raison pour laquelle la Russie viserait les Skripals.

Il n'y a pas non plus de lien entre la tentative de meurtre de la paire et un suspect quelconque, et encore moins l'État russe et le gouvernement du président Vladimir Poutine. Pour le

gouvernement, tout repose sur la seule affirmation, fondée sur des « découvertes » non divulguées du centre de recherche britannique sur les armes chimiques, Porton Down, que l'agent neurologique Novichok était « d'un type » développé en Russie dont la sophistication et la complexité de la livraison exigeaient un « acteur étatique ».

Maintenir ce mensonge a impliqué une accumulation de plus petits mensonges qui dépendaient de leur acceptation sans question par les médias. Même avant les nouvelles concernant Yulia, ce réseau de tromperie risquait de s'effilochoer.

Les rapports initiaux après la découverte des Skripals du 4 mars ont expliqué que la cause probable de leur maladie était une « poudre blanche » identifiée comme un opioïde, le fentanyl . Ce n'est que le 6 mars que la Russie a été officiellement suggérée pour une implication possible avant que la police métropolitaine ait déclaré pour la première fois qu'un agent neurotoxique aurait été utilisé, le 7 mars.

Le 8 mars, il a été annoncé qu'un agent de police dont le nom fut donné plus tard, le sergent Nick Bailey, était gravement malade à l'hôpital parce qu'il était l'un des premiers intervenants dans l'incident. La police a ajouté que 21 personnes avaient reçu un traitement (non spécifié).

Cependant, la question soulevée par les récents événements est de savoir s'il existe une quelconque preuve qu'un agent neurotoxique de niveau militaire a été impliqué dans la tentative d'assassinat. Trois questions connexes sont importantes. Qu'est-ce qu'un Novichok ? Comment est-il utilisé ? Qu'est-ce qu'il est censé faire ?

Après son identification supposée, le Novichok a été décrit comme étant « cinq à dix fois plus mortel » que le VX et le Sarin et, comme eux, un gaz toxique.

L'un de ses créateurs, Vil Mirzayanov, qui a fait défection aux États-Unis, a été interrogé le 16 mars par le Guardian, le décrivant comme « l'arme chimique la plus puissante et unique au monde ».

Aucun acteur non étatique n'avait la capacité de « militariser » Novichok. « Vous pouvez vous tuer [...] c'est impossible sans équipement technique de pointe [...] Aucun pays n'a ces capacités comme la Russie, parce que la Russie a inventé, testé et transformé en arme le Novichok. »

« Il me semble qu'ils l'ont apporté [dans une] version binaire », a déclaré Mirzayanov. « Ce sont deux ampoules, de petits contenants, comme une grosse balle qu'on met ensemble dans un vaporisateur par exemple, et après, un mécanisme qui les mélange, quelques secondes et après cela, on tire [...] Il pourrait toucher n'importe quelle peau et en quelques minutes cela prendrait effet. »

En cas d'exposition « les effets sont rapides et dramatiques ». Le système nerveux est atteint, les victimes sont incapables de respirer, elles « toussent et une mousse s'échappe de la bouche », les « effets sur le système digestif déclenchent des vomissements » « Il y a des convulsions [...] Beaucoup de ceux qui sont affectés perdent le contrôle de leur vessie de leurs intestins ».

Compte tenu de ce récit, l'histoire de la poudre blanche a naturellement dû être abandonnée. Et il fallait expliquer comment un Novichok a pu être utilisé d'une manière qui permettait de telles complexités. D'autant plus que les Skripals ont quitté la maison pendant sept heures, se sont rendus à un « pub » local, ont pris un repas dans un restaurant, et se sont effondrés seulement par la suite.

La première version était que Yulia avait involontairement apporté une poudre blanche dans le pays après qu'elle aurait été introduite à son insu dans sa valise. La deuxième version était qu'elle

a été mise sur les vêtements du Skripal, ce qui était censé expliquer le retard dans les effets. La troisième était que du Novichok gazeux aurait été diffusé par l'intermédiaire de la climatisation de la voiture des Skripals.

Tout cela était insensé et les choses se sont aggravées après que personne d'autre n'ait souffert des effets nocifs. Différents chiffres ont été donnés sur les personnes admises à l'hôpital, mais tous sont sortis sans avoir reçu de traitement. Le 22 mars, le sergent détective (DS) Bailey a quitté l'hôpital du Wiltshire, rétablis plusieurs jours avant Yulia.

Parlant au début d'un débat sur la sécurité nationale et la Russie, May a déclaré que Sergei et Yulia Skripal « restent gravement malades à l'hôpital. Malheureusement, à la fin de la semaine dernière, les médecins ont indiqué que leur état ne devrait pas changer dans un proche avenir, et ils pourraient ne jamais se rétablir complètement ».

Si le rétablissement de Yulia deux jours plus tard n'était pas assez embarrassant, la police a également choisi ce jour pour annoncer que l'utilisation du Novichok contre ses victimes avait été effectuée en en mettant sur la porte d'entrée de la maison de Sergei !

Aucune explication n'a été fournie quant à la façon dont cette simple ruse a pu échapper aux enquêteurs pendant des semaines. De surcroît, pourquoi, à part les Skripals et DS Bailey, personne d'autre n'avait-il été contaminé lors de la perquisition ? Au lieu de cela, l'unité terroriste de la police métropolitaine a annoncé qu'elle bouclait maintenant une aire de jeux pour enfants près du domicile des Skripal, tout en rendant le contrôle du cimetière de London Road, où l'épouse et le fils de Sergei sont enterrés, du centre commercial Maltings et du complexe Ashley Wood à la police du Wiltshire.

Partout dans le monde, il y a un profond scepticisme devant ces affirmations du gouvernement britannique. C'est plus que justifié. Mondialisation.ca, 02 avril 2018

2- Inde

2.1 - Inde: Des manifestations à l'appel des intouchables tournent à la violence Reuters 2 avril 2018

Sept personnes au moins ont péri lundi en Inde dans des manifestations organisées par la caste des intouchables, au cours desquelles des postes de police ont été incendiés et des voies de chemin de fer bloquées, ont rapporté des médias indiens.

Cette explosion de violences, qui a touché plusieurs Etats indiens, a fait suite à une décision de la Cour suprême interdisant, dans l'immédiat, l'arrestation de personnes accusées de discriminations envers les intouchables, ou Dalits.

Les Dalits forment le bas de l'échelle des castes en Inde, où ils représentent un quart de la population.

Des organisations représentatives des Dalits avaient appelé à ces manifestations après une décision rendue en mars par la Cour suprême, en vertu de laquelle les arrestations prévues par une loi censée accélérer le traitement des plaintes des intouchables nécessitent une autorisation préalable des autorités. Cette décision a empêché l'arrestation, dans l'immédiat, des personnes visées par les plaintes.

A la fin 2016, autour de 90% des quelques 145.000 actions en justice intentées par des Dalits attendaient toujours d'être traitées, selon des statistiques gouvernementales publiées l'an dernier. Reuters 2 avril 2018

2.2 - Cachemire indien: au moins 20 morts dans des affrontements - AFP 2 avril 2018

Les écoles sont restées fermées et l'internet était coupé lundi au Cachemire indien, au lendemain d'une journée d'affrontements particulièrement sanglante qui a fait 20 morts et 200 blessés. AFP 2 avril 2018

3 - Egypte

- Egypte: Sissi réélu avec 97% des voix dans un scrutin sans vraie compétition - AFP 2 avril 2018

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a été réélu pour un second mandat de quatre ans avec 97,08% des voix validées, dans une élection sans surprise où son seul adversaire était aussi l'un de ses partisans.

Un peu plus d'un électeur égyptien sur trois ont voté lors du scrutin des 26, 27 et 28 mars, soit une participation de 41,5%, selon l'Autorité nationale des élections.

Lors d'une conférence de presse lundi, Lachine Ibrahim, président de cette Autorité a annoncé que M. Sissi avait récolté environ 22 millions de voix.

Si près de 25 millions d'Égyptiens ont exprimé leur vote, plus de 92% des bulletins ont été validés, le reste ayant été rejeté comme non-conforme.

La participation des Égyptiens reflète leur "foi dans la voie démocratique", s'est félicité M. Ibrahim avant d'annoncer sous les applaudissements la "victoire" de M. Sissi.

Archi-favori, M. Sissi avait pour seul adversaire Moussa Mostafa Moussa, un homme politique méconnu du grand public et partisan affiché du chef de l'Etat. Celui-ci a obtenu 2,92% des voix.

Elu avec 96,9% des voix en 2014, M. Sissi est arrivé au pouvoir un an après la destitution par l'armée, dont il était alors le chef, du président islamiste Mohamed Morsi, à la suite de manifestations massives contre ce dernier.

La réélection de M. Sissi ne faisait aucun doute. Depuis le début de la campagne, le chef de l'Etat est omniprésent à la télévision comme sur les affiches dans les rues.

M. Moussa est arrivé in extremis dans la course après la mise à l'écart ou le renoncement d'autres prétendants plus sérieux.

Fin novembre, l'ex-Premier ministre Ahmed Chafiq avait annoncé sa candidature depuis les Emirats arabes Unis où il vivait. A son arrivée en Egypte début décembre, il a disparu pendant environ 24 heures, avant d'annoncer qu'il renonçait.

L'ex-chef d'état-major Sami Anan a été exclu de en janvier, poursuivi par la justice militaire pour s'être engagé "sans l'autorisation des forces armées".

L'ancien député devenu dissident Mohamed Anouar El-Sadate, neveu de l'ex-président Anouar El-Sadate, et l'avocat défenseur des droits de l'Homme Khaled Ali ont eux aussi jeté l'éponge, dénonçant des pressions.

Plusieurs personnalités égyptiennes avaient appelé en janvier au boycott du scrutin, accusant le régime "d'empêcher toute compétition loyale".

M. Sissi devra s'atteler à deux défis majeurs pour son second mandat, la stabilité sécuritaire et le redressement économique.

L'armée soupçonne des membres du groupe Etat islamique (EI) de s'installer dans le Sinaï à la suite de leurs défaites en Irak et en Syrie.

Depuis le 9 février, elle mène une vaste campagne militaire pour "nettoyer" le pays du terrorisme. Au total, au moins 22 militaires ainsi que plus de 100 jihadistes ont été tués depuis le lancement de cette campagne dans le Sinaï, selon les bilans officiels.

L'économie égyptienne est par ailleurs en berne depuis l'instabilité politique et les menaces sécuritaires à la suite du soulèvement populaire de 2011.

Le Caire a lancé en 2016 un programme drastique de réformes économiques en vue de l'obtention d'un prêt de 12 milliards de dollars approuvé en novembre 2016 par le Fonds monétaire international.

Avec la dévaluation brutale de la monnaie, qui a perdu la moitié de sa valeur par rapport à l'euro et au dollar, ainsi que la réduction drastique des subventions, la population se plaint des hausses des prix qui ont eu un impact important sur les familles modestes et de la classe moyenne. AFP 2 avril 2018

4- Soudan du Sud

- Au Soudan du Sud, "les souffrances extrêmes" d'une population livrée à la famine et la guerre - Franceinfo 2 avril 2018

Près de sept ans après sa création, le Soudan du Sud vit l'une des plus grandes catastrophes humanitaires contemporaines, selon l'ONU. La guerre ethnique a affamé un pays qui ne peut se vouer qu'à l'aide internationale.

En juillet 2011, le Soudan du Sud célébrait sa création, devenant le plus jeune État du monde. Moins de deux ans après son indépendance, une guerre civile a fait des dizaines, voire des centaines de milliers de morts et plus de quatre millions de réfugiés. Malgré les promesses, l'aide internationale est insuffisante et la faim dévore les habitants d'un pays meurtri.

Dans les zones rebelles du Sud Soudan, comme ailleurs dans le pays, la faim a dévoré les corps et fait danser au fond des yeux de folles étincelles. Depuis cinq ans de guerre, il n'y a plus de récolte. À chaque attaque, les cultures sont incendiées, le bétail volé.

La lutte pour le pouvoir entre le président Salva Kiir et son vice-président Riek Machar a muté en guerre tribale. Nettoyage ethnique, viols, torture, aux monstruosité de la guerre s'ajoutent celle du sous-développement et des maladies comme la malaria, la leishmaniose et aucune infrastructure, ni voie d'accès. Une catastrophe humanitaire qui se joue dans le silence. Franceinfo 2 avril 2018